

# Gestation d'une frontière et problème identitaire : l'exemple de la ligne Curzon

**Yann Richard**

---

En 1918, l'Europe sortit ruinée en grande partie du premier conflit mondial. C'est dans ce contexte que l'on tenta de poser les bases d'une paix durable et que le président Wilson exposa ses Quatorze Points. L'un deux était celui des nationalités : les peuples devaient pouvoir disposer d'eux-mêmes. Chaque nationalité, si elle en manifestait le désir, devait disposer de son propre territoire. C'est alors que les diplomates entreprirent de redessiner les frontières des États européens. Tout ce travail préliminaire, nécessaire à la signature des divers traités de paix, intéressait au premier chef les Polonais, les Biélorussiens, les Ukrainiens et les Litvaniens : une nouvelle frontière devait séparer ces nationalités l'une de l'autre; elle devait devenir ainsi la frontière orientale du nouvel État polonais. Cette ligne est appelée traditionnellement la ligne Curzon. Les historiens et les géographes sont très partagés à son sujet : c'est pourquoi nous devons rappeler les diverses tendances qui se dégagent parmi les travaux qui concernent la ligne Curzon. Mais si celle-ci reste un sujet de polémique, une chose au moins est sûre : elle reste un enjeu aujourd'hui dans la mesure où l'actuel tracé de la frontière orientale de la Pologne lui correspond presque exactement.

L'objectif de cette étude sera de savoir si oui ou non la ligne Curzon respecte le principe des nationalités, afin d'apporter un éclairage supplémentaire sur cette question. C'est pourquoi nous étudierons pas à pas sa gestation pour savoir comment elle fut tracée. Dans cette optique, l'étude qui suit s'est abondamment nourrie des recueils contenant la transcription de tous les débats intervenus au sein des commissions qui composèrent la Conférence de la Paix à Paris en 1919, et en particulier

des débats de la Commission pour les Affaires Polonaises, dont le rôle fut, entre autres choses, de proposer un tracer pour la frontière orientale de l'État polonais naissant. La consultation de cette source montre certes que ce qu'on appelle la ligne Curzon n'obéit guère au principe des nationalités, mais aussi qu'il est difficile de la condamner en bloc. Sur ce thème, les réponses simples sont impossibles et risquent fort d'être trop schématiques. C'est pourquoi cet article ne repose sur aucun parti pris. On verra que la ligne Curzon fut le fruit d'exigences nombreuses et contradictoires : celles de la géographie locale, fort complexe, des nationalités ; celles de l'histoire de la Biélorussie et de la Pologne ; enfin celles de la diplomatie et des données politiques et géopolitiques du moment, qui ne facilitèrent pas la tâche des artisans de cette frontière nouvelle.

## 1. Le contexte européen : la fin de la guerre

### *1.1. La fin de la Première Guerre Mondiale*

L'Europe sortit de la première Guerre Mondiale bouleversée à plusieurs points de vue. Elle était affaiblie économiquement, en raison de très nombreuses destructions subies par les États belligérants; elle était également sujette à des changements politiques nombreux, dont les artisans de la paix devaient tenir compte : c'était la fin d'un ordre territorial hérité du XIXe siècle et de la chute de l'empire napoléonien.

#### 1.1.1. La fin d'un ordre territorial ancien

Depuis 1815, l'Europe était dominée et mise en coupe réglée par quelques grands organismes territoriaux : l'Empire russe, l'Autriche-Hongrie et la Prusse, qui firent peu à peu l'unité de l'Allemagne et qui créèrent le Reich autour d'elle. La guerre mit fin à ce partage en révélant notamment les faiblesses de la Russie et de l'Autriche. À la faveur de la disparition de ces empires, de nouveaux États firent leur apparition en Europe centrale et orientale. Avec la signature du traité de paix de Brest-Litovsk en mars 1918, la Russie renonça à sa souveraineté sur une grande partie de ses possessions occidentales, en particulier sur la Pologne. La Roumanie, quant à elle, capitula en mai 1918; elle fut suivie par la Turquie et la Bulgarie qui demandèrent un armistice à la fin du mois d'octobre. L'Autriche et l'Allemagne fermèrent la marche en capitulant respectivement les 3 et 11 novembre.

### 1.1.2. La fin de l'Empire russe

Depuis 1917, l'Europe orientale connaissait de notables changements politiques. L'Empire russe s'était effondré dans le conflit contre l'Autriche et l'Allemagne; et sa situation intérieure était instable depuis les révolutions de février et octobre 1917. Cet affaiblissement encouragea certaines nationalités à revendiquer pour elles la création d'États territoriaux sur les ruines de l'Empire. Avec la paix de Brest-Litovk, ce désir trouva un début de réalisation car la Russie perdit environ 800 000 km<sup>2</sup> de territoires ; elle renonça à toute souveraineté sur la Finlande, les Pays baltes, la Russie Blanche, l'Ukraine et la Pologne. Il restait à déterminer les frontières de ces nouveaux États. Ce fut le travail de la Conférence de la Paix qui se réunit à Paris, et que nous présenterons plus bas. Pour l'heure, l'instabilité intérieure de la Russie et l'installation au pouvoir des bolcheviks faisaient peur à l'Europe occidentale qui craignait une contagion révolutionnaire vers l'ouest.

### 1.1.3. Le cas de la Biélorussie

La République de Biélorussie naquit dans des conditions agitées. Lorsque la guerre éclata en 1914, le peuple biélorussien ne disposait plus depuis longtemps d'un État propre. Partie intégrante du grand duché de Lituanie, de Samogitie et de la Rous' depuis le Moyen Âge, il s'associa ensuite à la Pologne par le biais d'un mariage , en 1386, entre l'héritière de la couronne de Pologne, Edwige, et le grand duc Jagellon. Cette union se resserra peu à peu avec la création en 1569 de l'union de Lublin, acte de naissance de la République de Pologne-Lituanie. C'est cette République qui fut démembrée par la Russie, l'Autriche et la Prusse lors des trois partages dits "partages de la Pologne", en 1772, 1793 et 1795. Progressivement, la totalité des territoires peuplés de Biélorussiens passa sous le contrôle des tsars, ainsi que le grand duché de Varsovie en 1815. Ces régions firent l'objet d'intenses campagnes de russification culturelle pendant tout le XIXe siècle. Mais l'idée de l'existence d'une nation polonaise resta vivace ; et celle de nation biélorussienne fit peu à peu son chemin : on assista à la naissance de mouvements politiques revendiquant la création d'une république biélorussienne souveraine, à la charnière des XIXe et XXe siècles. Le premier nouvel État territorial biélorussien apparut le 25 mars 1918 : il s'agissait de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie. On remarque que cette naissance eut lieu en même temps que la signature de la paix de Brest-Litovsk. Mais l'indépendance dura peu, car la jeune république fut intégrée dans l'URSS dès le 30 décembre 1922. La Biélorussie, qui ne comprenait à ce moment que les six districts situés autour de Minsk (voir carte n°1), revenait ainsi dans la zone d'influence russe.

## *1.2. Comment faire la paix et dessiner une nouvelle Europe?*

### *1.2.1. Une Conférence pour la Paix*

Cette conférence, au cours de laquelle les vainqueurs parvinrent à imposer leurs idées sur le nouvel ordre européen, se réunit à Paris le 12 janvier 1919. Ses travaux, qui servirent de préliminaires indispensables à la signature des divers traités de paix, se poursuivirent jusqu'au 28 juin, jour de la signature du fameux traité de Versailles. Mais ces travaux mobilisèrent des centaines d'hommes politiques, de diplomates et de spécialistes sur d'autres questions que la paix avec l'Allemagne. Ils devaient notamment, en accord avec les principes énoncés par le président américain Wilson, proposer des frontières aux États nouveaux. Ces principes eurent une grande importance pour les peuples de l'Europe centrale car ils prévoyaient le respect de la libre disposition des peuples dans le règlement des questions territoriales et coloniales, ainsi que la création d'un nouvel État polonais avec un accès libre à la mer. Pour venir à bout de ces nombreux défis, les participants à la Conférence furent répartis au sein de diverses commissions spécialisées par thèmes ou par aires géographiques. Une commission fut ainsi rassemblée pour tracer les frontières du nouvel État polonais; son titre exact était le suivant : Commission chargée d'étudier les questions territoriales relatives à la Pologne. Elle se divisait elle-même en sous-commissions, chacune devant émettre des propositions de tracés par tronçons distincts; on créa ainsi une Sous-commission chargée d'étudier la frontière orientale. Elle devait établir, en tenant compte du principe des nationalités et en rejetant toute velléité de diplomatie secrète et parallèle, la frontière séparant la Pologne de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Lituanie.

### *1.2.2. Présentation de la sous-commission pour la frontière orientale de la Pologne*

Tous les débats intervenus au sein de cette sous-commission, ainsi que ses membres, nous sont connus grâce à trois épais recueils imprimés, disponibles à la Bibliothèque de Documentation et d'Information Contemporaine de l'université Paris X Nanterre.<sup>1</sup> Les remarques qui suivent sont le résultat de l'étude des débats qui se sont tenus lors des réunions de la sous-commission aux dates suivantes : les 26, 27 et 28 mars 1919; les 7, 10, 14, 15 et 17 avril 1919. Nous avons également consulté deux rapports rédigés par la sous-commission : rapport n°2, du 22 avril

---

1. On trouvera ces recueils aux cotes F Réserve (1-3), F 105 Res. IV C 2/ 1.2.3.

1919; rapport n°6, du 2 décembre 1919. Ce dernier fut rédigé quelques jours avant l'acceptation définitive des propositions de la commission le 8 décembre, par le Conseil des Quatre, qui rassemblait les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et la France.

Qui étaient les membres de la sous-commission? Elle était composée de membres permanents, mais aussi de spécialistes et diplomates invités pour quelques réunions seulement, afin de donner leur avis sur telle ou telle question particulière. Il s'agissait en quelque sorte de consultants. Les membres permanents étaient des représentants des quatre grandes puissances. Il s'agissait pour la France du général Le Rond, remplacé ensuite par Jules Cambon; pour les États-Unis, du docteur Lord, spécialiste de sciences humaines et notamment d'ethnographie; pour l'empire britannique, du docteur Paton, lui aussi spécialiste de sciences humaines; enfin, pour l'Italie, du marquis della Toretta. Les membres occasionnels étaient plus nombreux ; c'est pourquoi nous ne les évoquerons pas tous ici. On trouvait parmi eux le géographe français Emmanuel de Martonne, dont les interventions jouèrent un rôle important sur le tracé définitif de la frontière, proposée le 22 avril 1919 et officialisée le 8 décembre par le Conseil des Quatre.

La sous-commission décida de travailler dans le cadre fixé par des principes stricts, énoncés dès sa première réunion. Ce furent ces mêmes principes qui guidèrent l'ensemble de la commission pour les affaires territoriales de la Pologne. On prit d'abord acte de la déclaration du nouveau gouvernement de la Russie bolchevique, qui reconnaissait la création d'un État polonais indépendant, constitué de toutes les régions peuplées d'une majorité de Polonais. Cette majorité de Polonais devait servir de base au tracé de la frontière qui devait séparer la Pologne de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Lituanie. Mais lorsqu'il subsista un doute sur l'appartenance ethnographique et nationale de telle ou telle communauté, ou de tel ou tel village, la région concernée ne pouvait être autoritairement attribuée à la Pologne. Lorsqu'en vertu de ces principes simples une frontière fut tracée, le travail n'était pourtant pas achevé; la sous-commission se réservait le droit de mener des enquêtes sur le caractère ethnique, linguistique, religieux et sur les vœux des populations dans certains territoires situés à l'est de la frontière proposée ; et ces enquêtes devaient être si possible menées sur le terrain. Sur la carte n°2, les zones concernées sont situées immédiatement à l'est des portions de frontière représentées en pointillés, dans le cadre de gauche. Le tracé ainsi obtenu ne devait être que provisoire et devait faire l'objet d'une négociation entre les Quatre, Varsovie et Moscou, lorsque la situation politique intérieure de la Russie serait stabilisée. Précisons d'emblée qu'au mois de mars 1919, les membres de la commission pour les affaires polonaises ne doutaient pas que le gouvernement bolchevique serait renversé par les armées blanches.

La sous-commission travaillait donc en gardant présent à l'esprit un contexte politique européen global : la frontière devait, pour avoir une chance d'exister, être acceptée par les deux puissances régionales que sont la Russie et la Pologne; la jeune république biélorussienne ne fut pas consultée. Dans ces conditions, on soupçonne déjà que le principe des nationalités, cher au président Wilson, ne fut pas respecté, occulté par une logique plus politique, plus réaliste dirait-on. Une ambiguïté existait donc dès l'ouverture de la Conférence.<sup>2</sup> D'autre part, la sous-commission ne pouvait pas ignorer ce qu'on considérait en 1919 comme un risque de contagion révolutionnaire en direction de l'Europe de l'ouest : l'Allemagne était confrontée à une situation sociale de plus en plus instable. Aussi, peu à peu, la France souhaita imposer la création d'un État polonais très vaste et suffisamment puissant pour contrer un éventuel déversement de la révolution vers l'ouest, et pour prendre en tenaille une Allemagne que Clémenceau continuait de craindre; au contraire, l'Angleterre ne souhaitait pas une Pologne trop vaste, qui affaiblirait trop l'Allemagne, déjà largement ruinée par le conflit. C'est donc le vieux principe de l'équilibre européen qui accapara les esprits.

Nous terminerons la présentation de la sous-commission en soulignant que ses membres décidèrent de se fonder sur l'appartenance religieuse et linguistique des populations pour établir la carte des aires géographiques slave occidentale et slave orientale. Ces deux critères, dans un deuxième temps, servirent à déterminer la nationalité de chacun des habitants de cette région. Mais le choix de tels critères purement ethnographiques, qui sont en totale contradiction avec les fondements de l'identité nationale telle qu'elle est définie dans la pensée française, posa d'insolubles problèmes à la sous-commission. La religion et la langue furent peu utilisables pour savoir qui était polonais et qui était biélorussien ou ukrainien, comme nous le verrons plus bas. Voyons maintenant, à la lumière de ce qui vient d'être dit, comment les spécialistes et les diplomates ont mené à bien leurs travaux. Étudions la gestation de cette frontière, ainsi que son destin. Mais précisons que cette étude ne vise ni à fustiger ni à chanter la louange de ce qu'on appelle la ligne Curzon. Nous tenterons modestement de savoir comment les hommes de la Conférence de Paris l'ont tracée, afin de savoir dans quelle mesure elle s'écarte du principe des nationalités. Précisons d'emblée que cette étude se limitera au tronçon de la ligne dite

---

2. Pour en prendre conscience, il suffit de lire les principes énoncés lors de la séance d'ouverture de la Commission pour les affaires polonaises, le 1er mars 1919 : "la ligne proposée... est surtout basée sur la distribution ethnographique, en tenant dûment compte des considérations économiques, en particulier de celle affectant les moyens de communication. Partout où cela a été possible, les frontières administratives existantes ont été conservées de façon à simplifier le procédé de délimitation.", BDIC de Nanterre, cote F 105 Res. IV, C 2/1-2-3, page 12.

Curzon qui sépare la Pologne de la Biélorussie. Cette ligne intéressa également l'Ukraine et la Lituanie, mais une étude globale et exhaustive serait trop longue et dépasserait largement le cadre de cet article.

## 2. Comment tracer une nouvelle frontière ?

### 2.1. La position des historiens sur la question de la ligne Curzon <sup>3</sup>

#### 2.1.1. Les historiens favorables à la ligne Curzon

Certains auteurs estiment que la ligne Curzon prend en compte totalement le principe et la géographie des nationalités : en d'autres termes, elle séparerait de façon incontestable les populations polonaises des populations biélorussiennes. Parmi eux se trouvent Romain Yakemtchouk, qui cite un article du New York Times du 2 mars 1945 : "Il est bien connu que la population à l'est de la ligne Curzon se compose principalement de Biélorussiens et d'Ukrainiens. Les Polonais n'y sont qu'une faible minorité. Au contraire, la population à l'ouest de la ligne est surtout polonaise". A. et J. Sellier penchent également en faveur de la ligne Curzon : "On confia donc à Lord Curzon... le soin d'établir un tracé délimitant les territoires indiscutablement polonais. Ses travaux (furent) menés à bien en décembre 1919 avec la plus grande compétence." Nous terminerons en citant deux auteurs également favorables à la ligne Curzon. Le premier n'est connu que par son pseudonyme, Alius, et

---

3. La bibliographie consacrée à la ligne Curzon et qui est exploitée dans ces paragraphes est vaste. Mais pour avoir une idée des divers points de vue sur cette question, on pourra lire les contributions suivantes, parmi de très nombreuses autres : A. et J. Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, La Découverte, 1995, page 96 ; St. Grabski, *The Polish-Soviet Frontier*, Londres, 1943 ; I. Matuszewski, *Great Britain Obligation towards Poland and Some Facts about the Curzon Line*, 1945, National Committee of Americans of Polish Descent ; L. Kirkien, qui fournit des éléments de chronologie importants pour l'année 1920 dans *Poland, Russia and the Curzon Line*, Caldra House Limited, 1944 ; Romain Yakemtchouk, *La ligne Curzon et la Deuxième Guerre mondiale*, Nauwelaerts, Louvain, Paris, 1957 ; Alius (on peut trouver aussi l'ouvrage au nom à Alexander Abramson), *La Ligne Curzon*, Éditions de La Baconnière, Neuchâtel, 1944 ; H.W.V. Temperley, *A History of the Peace Conference in Paris*, vol. VI, Londres, 1924, principalement page 275 ; Benjamin Goriély, "L'Union Soviétique et la Pologne", in J.-B. Duroselle, *Les frontières européennes de l'URSS, 1917-1941*, A. Colin, *Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*, Paris, 1957, pages 207 à 292 ; et M. Volacic, "The Curzon Line and the territorial changes in Eastern Europe" et "The population of Western Belorussia and its resettlement in Poland and the USSR", dans la revue *Belorussian Review*, respectivement n°2, 1956, pages 37 à 72 et n°3, 1956, pages 5 à 30. Remerciements à André-Louis Sanguin qui m'a fourni de nombreuses et précieuses indications bibliographiques.

s'exprime en ces termes : “La ligne Curzon fixe approximativement, quelles que soient les modalités de son tracé définitif, la limite entre les Polonais, d'une part, les Ukrainiens et les Blancs Russiens de l'autre”. Enfin, Benjamin Goriely donne une description du tracé de cette ligne dans un ouvrage consacré aux frontières européennes de l'URSS : il semble estimer qu'elle est en accord avec le principe des nationalités, car il n'émet aucune critique à son sujet.

### 2.1.2. Des historiens plus critiques sur la ligne Curzon

Ceux-là sont plus nombreux car il est aujourd'hui couramment admis que la ligne Curzon ne fut pas l'oeuvre de Lord Curzon et qu'elle n'obéit guère au principe des nationalités. Parmi ces historiens, parfois très virulents dans leurs critiques, on trouve S. Grabski : selon lui, la ligne sert à délimiter les territoires effectivement polonais dans un premier temps, mais il rappelle qu'elle est susceptible d'être décalée vers l'ouest dans un deuxième temps, c'est-à-dire en faveur de la Pologne. Ce qui signifie que la ligne Curzon est dans son esprit un tracé minimum qui n'est pas en accord avec la géographie de la nationalité polonaise sur le terrain. De même, I. Matuszewski s'attache à montrer que la ligne Curzon n'est pas du tout en conformité avec la répartition spatiale des nationalités polonaise et biélorussienne. Mais les justifications à sa prise de position manquent dans son travail, qui prend plus l'allure d'un réquisitoire épidermique et peu objectif que d'une étude argumentée.

Selon nous, l'auteur qui a apporté les éléments à charges les plus convaincants contre la ligne Curzon est M. Volacic, dans deux longs articles, où il prouve que la ligne Curzon laissait en territoire polonais de nombreuses régions où la population était majoritairement biélorussienne. Il fournit également, comme Alius, de nombreux éléments de chronologie pour la période 1918-1921, qui montrent que la ligne Curzon ne fut pas tracée par Lord Curzon mais que ce dernier la proposa tout simplement comme base de négociation pour parvenir à une paix dans la guerre polono-russe de 1919-1920, avec toutefois une sensible modification sur son tracé en Galicie. Enfin, il montre que les populations polonaises étaient nombreuses également à l'est de cette ligne. Cette situation a nécessité des échanges de populations entre la Pologne et la Biélorussie soviétique au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale.

### 2.2. *Abandon progressif du principe des nationalités*

L'idée de tracer une limite ethnographique entre les populations slaves occidentales, polonaises, et slaves orientales, biélorussiennes, fut vite considérée par la sous-commission comme un objectif impossible à atteindre. En effet la géographie

humaine de la région était très complexe ; et l'histoire de la Biélorussie était telle que les populations locales avaient connu des processus d'identification nationale très particuliers, inhabituels pour des Occidentaux.

### 2.2.1. Une géographie des nationalités très complexe

La géographie des nationalités était et reste très déstabilisante entre la Biélorussie et la Pologne. Depuis plusieurs siècles, certains peuples autochtones ne disposaient plus d'États territoriaux souverains. Les Ukrainiens, les Biélorussiens, et même les Polonais depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient été incorporés dans des constructions politico-territoriales très vastes, à l'intérieur desquelles les nationalités se mêlèrent les unes aux autres. Cette complexité était particulièrement évidente sur les marges des régions occupées par chaque nationalité, là où elle entre en contact avec les nationalités voisines. Cette question fut vite soulevée par certains des membres de la sous-commission ; ils insistèrent sur le fait qu'une séparation nette entre les Polonais et les Biélorussiens était presque impossible, en particulier dans trois zones : les districts de Sokolka, de Bialistok et de Bielsk, qui appartenaient à l'empire russe depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le docteur Lord évoqua cette question en déclarant que leur partie occidentale "forme une extension du bloc polonais du royaume". Il rappela que leur partie orientale était par essence une région mixte : "Il y a des îlots polonais, des villages entiers polonais, mais une forte proportion de Blancs-Ruthènes vers Sokolka, et d'Ukrainiens vers Bielsk. Il est difficile d'établir une limite entre le bloc polonais et la région mixte."<sup>4</sup>

Un deuxième problème vint compliquer la tâche des membres de la sous-commission : ils utilisèrent la langue et la religion comme critères de distinction des diverses nationalités. Ils ne pouvaient se départir d'une idée tenace : les orthodoxes vivant dans cette région étaient des Russes ; et les catholiques étaient des Polonais. Il y avait là une confusion entre la nationalité et la religion qui suscita des erreurs de jugement. C'était très clair dans les paroles du docteur Lord, à propos des trois districts de Sokolka, Bielsk et Bialistok "il y a plus de Polonais que de Russes et de catholiques que d'orthodoxes"<sup>5</sup>. Aucune allusion aux habitants du cru, qui étaient les Biélorussiens. C'est que la religion a servi de marqueur pour les appartenances nationales.

---

4. F Réserve (1-3), réunion du 27-III-1919, page 7. La ville de Bialistok est écrite à chaque occurrence dans cet article avec un "i", conformément à l'orthographe utilisée dans les archives consultées. L'orthographe polonaise actuelle est Białystok.

5. Ibid.

À vrai dire une telle confusion religion-nationalité facilitait le travail de la sous-commission qui naviguait dans la plus grande incertitude depuis le début de ses travaux : faire des Biélorussiens des Polonais ou des Russes est en soi une facilité, car on évacuait ainsi en partie le problème du mélange des nationalités. En effet, les catholiques vivaient dans une région suffisamment cohérente et ramassée géographiquement pour être séparée des régions orthodoxes. Toutefois, la confusion réapparut au moment où l'on évoqua le problème de la langue car, en 1919, la Biélorussie ne possédait pas encore une langue unifiée : chaque région continuait d'utiliser son dialecte, qui pouvait même changer d'un village à l'autre. En outre, ces dialectes avaient souvent subi des influences venues des langues géographiquement voisines : le russe, l'ukrainien et le polonais. Lors de la réunion du 27 mars 1919, c'est encore le docteur Lord qui mit le doigt sur ce problème : "le dialecte du district de Sokolka ne peut pas être appelé un dialecte blanc ruthène, mais polonais blanc ruthène. Le mélange est tel qu'on ne peut pas le définir."<sup>6</sup> Le problème de l'identité nationale des uns et des autres semblait donc insoluble. Mais était-ce surprenant? Dans ces régions, les processus d'identification nationale n'ont pas été les mêmes qu'en Europe occidentale. Il est possible que l'instabilité très ancienne des frontières locales ait contribué à entretenir une sorte de flou identitaire. L'espace qui s'étend entre la mer baltique et la mer noire fut longtemps disputé par les deux puissances locales que sont la Pologne et la Russie, surtout depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Ici sont passées en tous sens des armées nombreuses, et les changements successifs de domination politique ont toujours eu pour corollaire des tentatives d'assimilation culturelle : les Russes ont tenté de russifier et les Polonais de poloniser ces peuples d'entre les deux mers. Or l'ennui pour le géographe et pour l'historien vient de ce que ni la Pologne ni la Russie, qui ont transplanté ici leur ancienne et inexpiable rivalité, n'ont pu achever la conversion de tous les autochtones à leur modèle culturel. C'est pourquoi les terres peuplées de Biélorussiens se sont trouvées coupées en deux versants culturels radicalement opposés : la Pologne et la Biélorussie nord occidentale se sont de plus en plus retranchées sur un catholicisme exclusif, faisant de cette religion le fondement essentiel de l'identité des populations locales ; tandis que la Russie et la Biélorussie orientale étaient vouées à l'orthodoxie. Il y avait de fortes chances pour qu'un découpage culturel aussi net, joint à l'instabilité des frontières, ne donnât pas de réelle occasion au peuple biélorussien d'acquérir le sentiment intime de sa différence et donc de son identité, avant le XIX<sup>e</sup> siècle finissant.

Eu égard à ces considérations historiques et géographiques complexes, les membres de la sous-commission en vinrent à reconnaître leur impuissance. Le 28 mars 1919, le docteur Lord s'exprima en ces termes à propos du district de

---

6. Ibid.

Sokolka : “Dans le district, la majorité est composée de Ruthènes qui n'ont aucune conscience de nationalité. Dans la partie nord, la population est composée presque exclusivement de Blancs Ruthènes catholiques, qui à mon avis sont plutôt des Polonais que des Russes.”<sup>7</sup> Le lendemain, il estima que même en Macédoine, la situation ethnographique n'était pas plus complexe : “Il y a une zone intermédiaire où à la fois au point de vue ethnique et au point de vue des aspirations de la populations, il est très difficile de dire si ces populations iront vers la Russie ou ...vers la Pologne.”<sup>8</sup> Et le 15 avril, le britannique Paton déclara : “Ce qui rend encore plus difficile la question ethnographique dans cette région, c'est que nous ne savons pas exactement ce que sont ces Blancs Ruthènes. Toutes sortes de liens les rattachent presque également à la Russie et la Pologne. Leurs dialectes varient, se rapprochent plus du polonais dans l'ouest et du russe dans l'est. Dans l'ouest, ils sont sous l'influence catholique et dans l'est, sous l'influence orthodoxe. Leur culte est peu avancé et beaucoup d'entre eux n'ont pas la moindre idée de ce que le mot nationalité signifie. Cependant s'ils sont catholiques et vont à l'église, ils assistent aux offices en langue polonaise; ils semblent voter pour des candidats polonais. Le fait qu'on les appelle Blancs Ruthènes ou Blancs Russiens est un chausse-trappe; parce qu'il semble indiquer qu'ils sont russes, ce qui n'est pas vrai.”<sup>9</sup> Paton inclinait à penser également que ces Biélorussiens catholiques étaient des Polonais. Le peuple biélorussien entier, catholiques et orthodoxes confondus, restait pour ces spécialistes un peuple mystère, fantôme en quelque sorte; ils existaient certes mais si peu, comme en filigrane à travers deux réalités politico-culturelles beaucoup plus fortes et rayonnantes : la polonaise et la russe.

Dans ces conditions, les Européens de l'ouest ne prirent pas en considération les revendications territoriales du jeune mouvement national biélorussien. Malgré des demandes réitérées, sa délégation ne fut pas auditionnée par la sous-commission. Cette posture diplomatique transparaît dans les notes personnelles de monsieur Klotz, ministre des Finances du gouvernement Clémenceau et qui, à ce titre, est bien représentatif de l'état d'esprit dominant à ce moment dans les chancelleries : “Historiquement polonaise, la Russie Blanche est aussi de civilisation entièrement polonaise. Le “Berliner Tageblatt” lui-même l'a reconnu : “En Russie Blanche, la propriété foncière polonaise est très importante et la culture polonaise imprime son cachet à toute la contrée”. On cherche en vain des aspirations nationales blancs russiennes. Le peuple blanc russe a été habitué à se laisser diriger par la Pologne, étant incapable de se conduire lui-même.”<sup>10</sup> Plus loin, le

---

7. F Réserve (1-3), réunion du 28-III-1919, page 11.

8. F Réserve (1-3), réunion du 28-III-1919, page 13.

9. F Réserve (1-3), réunion du 15-IV-1919, page 17.

ministre est encore plus clair : “La Russie Blanche ne peut être indépendante; elle ne le demande même pas... Quant tout le sépare du Russe, tout rapproche le Blanc Russe catholique du polonais : sa religion, son histoire, ses coutumes, ses chefs, le cousinage des races et des dialectes.”<sup>11</sup> Nous ne nous arrêterons pas sur les nombreuses erreurs d'appréciation et jugement que contiennent ces notes; plus intéressant pour notre propos est de les lire comme les témoins d'un certain état d'esprit vis-à-vis de la Biélorussie, dont les aspirations nationales, pourtant réelles en cette année 1919, ne furent finalement pas prises en compte.

#### 2.2.2. Comment la sous-commission a donné à la Pologne des territoires non polonais

La première phase des travaux de la sous-commission se termina sur un constat d'impuissance, énoncé par son président, Jules Cambon, dans une réunion du 27 mars 1919 : “Je ne peux dire où est la limite ethnique. Je suis incapable de la tracer et - je peux bien me permettre de le dire, parce que c'est un fait - personne n'en est plus capable que moi. Nous pouvons approcher de la vérité mais sans pouvoir l'atteindre. En fait, ce n'est pas d'après la langue, ni d'après l'ethnographie, qu'une limite peut être déterminée, puisque les langues et les races sont complètement mélangées. Nous nous trouvons en présence d'un pays de transition où ni l'origine raciale ni l'idiome ne peuvent être distingués.”<sup>12</sup> Mais malgré ces difficultés, une frontière orientale de la Pologne fut proposée par la sous-commission, le 22 avril. Si on examine attentivement le tracé proposé sur la carte n°2, force est de constater que des zones peuplées de Biélorussiens furent finalement données à la Pologne, dans les districts de Bialistok et Sokolka.

Après avoir pris acte de l'imbroglio géographique des nationalités, les spécialistes parvinrent tout de même à dégager des régions où la majorité polonaise leur paraissait indiscutable. Le docteur Lord proposa un découpage ethnographique, et donc national, district par district, sur la base d'enquêtes de terrain. Dans celui de Bielsk, il considérait que les régions situées à l'est de Drogichin sur le Bug et à l'est d'une ligne Botski-Bielsk n'étaient pas majoritairement polonaises, mais ukrainiennes. Pour le district de Sokolka, qu'il divisa en tenant compte de l'appartenance linguistique religieuse des populations, il considérait que la majorité indiscutablement

---

10. On trouvera les notes personnelle de monsieur Klotz à la BDIC de Nanterre à la cote F Res 223, 14-2 ; cette citation est extraite de la page 19. Je remercie Philippe Boulanger de m'avoir fourni des indication sur monsieur Klotz et notamment la nature de ses fonctions dans le gouvernement Clémenceau.

11. *Ibid.*, page 21.

12. F Réserve (1-3), réunion du 27-III-1919, page 8.

polonaise résidait dans les parties nord-est et ouest, jusqu'à une ligne passant à quelques kilomètres à l'ouest de la ville de Bialistok, elle-même majoritairement juive. Au cours de la réunion du 27 mars 1919, il élargit ses conclusions géographiques à l'ensemble des trois districts; il considéra que dans leur partie occidentale seulement, ils formaient une extension de l'ancien royaume de Pologne. En revanche, leur partie orientale était essentiellement une région mixte : "Il y a des îlots polonais, des villages entièrement polonais, mais une forte proportion de Blancs Ruthènes vers Sokolka et d'Ukrainiens vers Bielsk ...Jusqu'en 1863, les savants russes étaient d'accords que Sokolka était entièrement polonais. Après la campagne de russification, ils ont découvert qu'il n'y avait pas de Polonais, seulement des Russes catholiques... il me paraît probable que la majorité de la population est composée de ce que l'on peut appeler des Blancs Ruthènes catholiques. La majorité catholique est très importante, 70% environ d'après les statistiques russes."<sup>13</sup> Mais si on regarde la carte n° 2, on peut voir que le tracé proposé par la sous-commission le 22 avril 1919 et accepté par le Conseil des Quatre le 8 décembre suivant, passait environ à 50 kilomètres à l'est de la ville de Bialistok : ce qui est en totale contradiction avec les propos de Lord et Paton, cités plus haut. Il est donc indéniable que cette frontière n'a aucun rapport avec la géographie des nationalités sur le terrain, aussi indécise fut-elle. Il nous reste donc à savoir en fonction de quels principes elle fut tracée.

### *2.3. Les principes fondateurs de la frontière orientale de la Pologne*

La sous-commission fut finalement déterminée dans ses choix géographiques par trois types de facteurs. Des facteurs politiques d'abord : créer une Pologne forte donc vaste ; des facteurs économiques et stratégiques ; et enfin des facteurs topographiques.

#### *2.3.1. L'argument politique*

Au lendemain de la paix, les Occidentaux avaient deux grandes préoccupations politiques : l'avenir de l'Allemagne et le règlement des problèmes politiques intérieurs de la Russie bolchevique. L'Allemagne inquiétait la France et surtout Clémenceau : ce dernier souhaitait l'affaiblir autant que possible, en occupant la Sarre à l'ouest et en créant à l'est un nouvel État polonais aussi vaste que possible, pour prendre l'Allemagne en tenaille au cas où celle-ci deviendrait de nouveau hos-

---

13. Ibid., page 7.

tile. Les vues anglaises, bien qu'éloignées elles aussi du principe des nationalités, étaient sensiblement différentes : le Royaume-Uni souhaitait créer autour de l'Allemagne une couronne d'États nombreux mais aussi petits que possibles afin de préserver un équilibre des forces sur le continent, équilibre qui serait compromis par un trop sensible affaiblissement de l'Allemagne.

Mais le principe qu'on invoqua volontiers pendant les travaux de la sous-commission, car il faisait l'unanimité parmi les vainqueurs, c'était la peur d'une extension épidémique du bolchevisme et de la révolution communiste en Europe de l'ouest : on souhaitait créer un cordon sanitaire d'États nouveaux le long des marges occidentales de l'État soviétique, pour se prémunir d'une telle éventualité, d'autant plus que l'agitation sociale commençait à gagner l'Allemagne. Cette préoccupation fut évoquée sans fard par Jules Cambon, le 27 mars 1919 : "Dans le temps présent, nous sommes obligés de tenir compte de certaines considérations. La Pologne se constitue dans des conditions difficiles. Il y a du bolchevisme chez elle et un peu autour d'elle."<sup>14</sup> Au cours de cette réunion, les vues de la sous-commission se précisèrent peu à peu : "La question traitée en ce moment est une question entre la Pologne, la Lituanie et la Russie, et ces Ruthènes n'ont pas de vues très nettes au point de vue national. Cette question ne peut être entièrement décidée par un examen sur les lieux, les considérations politiques concernant la Lituanie, la Pologne et la Russie devant intervenir."<sup>15</sup> Le président faisait ici allusion à l'état de guerre qui opposait à ce moment l'armée rouge aux armées blanches ; il était nécessaire de savoir qui serait le vainqueur pour espérer un règlement définitif de la question frontalière. Mais il évoqua plus directement la guerre qui opposait la Pologne et la Russie pour la possession de la Biélorussie et de l'Ukraine ; ainsi que la mésentente grandissante entre le nouvel État lituanien et la Pologne, à propos de leur frontière commune. Cet état d'incertitude politique encouragea la France à accélérer la formation de la grande Pologne. Le président fut d'ailleurs relayé sur ce thème par le docteur Lord : "Tout le monde tient à avoir une Pologne sinon forte, du moins viable ; et ce qui a toujours manqué à la Pologne, ce sont des frontières naturelles et faciles à défendre."<sup>16</sup> Mais l'intervention la plus efficace sur cette question fut celle du géographe Emmanuel de Martonne : "Ce qui serait regrettable, ce serait par crainte de donner à la Pologne des régions qui ne seraient pas en majorité polonaises, d'en séparer des régions tout à fait nécessaires à son développement et à sa sécurité, sans aucun

---

14. *Ibid.*, page 15.

15. F Réserve (1-3), réunion du 15-IV-1919, page 17.

16. F Réserve (1-3), réunion du 28-III-1919, page 5.

avantage semble-t-il pour l'autre côté.”<sup>17</sup> Le célèbre géographe apportait la caution de son prestige scientifique aux choix politiques des diplomates.

### 2.3.2. L'argument économique et stratégique : le rôle d'Emmanuel de Martonne

En 1919, E. de Martonne, gendre de Paul Vidal de la Blache, était de facto le chef de l'école géographique française. Son beau-père étant mort en 1918, il imprima à la discipline une marque profonde pour les décennies à venir. Il connaissait très bien l'Europe orientale et les Roumains lui vouent toujours un culte depuis qu'il parvint à leur faire restituer, toujours dans le cadre de la Conférence de la Paix, la Transylvanie subcarpatique.

Il était un scientifique écouté et respecté. Son intervention décida peu à peu du tracé précis de la frontière orientale de la Pologne : il souligna la nécessité pour cet État de posséder toutes les voies ferrées situées entre Grodno, Brest-Litovsk et Bialistok pour garantir sa viabilité économique. Le 27 mars 1919, il fit sa première intervention. Il commença par se dire “tout à fait d'accord avec les explications données par le docteur Lord, qui fait autorité, tant il a approfondi tous ces détails. Il n'y a rien à ajouter au point de vue ethnique.”<sup>18</sup> Il évoqua ensuite la voie de chemin de fer qui passait par les villes de Grodno, Bialistok, Mielnik et Brest-Litovsk, (voir la carte n°2) : “La Pologne aurait un intérêt considérable à posséder cette ligne de chemin de fer au voisinage de sa frontière. Il y aurait peut-être lieu de tracer celle-ci de façon que la totalité de la voie ferrée reste en possession de la Pologne.”<sup>19</sup> Intervention d'autant plus importante qu'elle provoqua un changement radical de discours chez le docteur Lord, jusqu'alors défenseur du principe des nationalités en tant que représentant américain ; comme nous l'avons plus haut, il considérait que la limite orientale des régions majoritairement polonaises passait à l'ouest de la ville de Bialistok. Mais à la suite d'E. de Martonne, il déclara qu'il était “prêt à considérer Bialistok comme faisant partie de la Pologne, tout en soulignant que Brest et Grodno devront rester à la Russie.”<sup>20</sup> Le président abonda dans ce sens en ajoutant qu'il ne voyait pas d'inconvénient à laisser Grodno à la Russie, pourvu qu'on voulût bien laisser à la Pologne la jonction ferroviaire située au sud-ouest, afin de garder un lien entre Varsovie et la région de Suwalki, qui sans cela serait isolée du reste du territoire polonais. Les régions de Sokolka et Bialistok, majoritairement biélorussiennes

---

17. Ibid.

18. F Réserve (1-3), réunion du 27-III-1919, page 9.

19. Ibid.

20. Ibid.

passaient ainsi du côté polonais. C'est ce que souhaitait E. de Martonne : "À ce point de vue, Sokolka et Bialistok lui sont indispensables... si elle a la ligne Suwalki-Grodno sud-ouest-Bialistok, elle aurait alors une voie de communication à proximité de sa frontière... D'une façon générale, on peut dire que les voies de communication ont une grande importance pour la Pologne comme pour la Russie. Mais si on considère les conditions géographiques à l'ouest et à l'est, on est amené à dire que les voies de communication sont plus nécessaires à l'ouest qu'à l'est."<sup>21</sup> Cette idée était peut-être fondée mais on doit malheureusement dire que de Martonne ne justifia jamais ce point de vue. L'essentiel pour nous est de voir que son intervention acheva de décider la sous-commission à donner à la Pologne des territoires majoritairement biélorussiens, en toute conscience.

### 2.3.3. L'argument stratégique

La sous-commission souhaitait donner à la Pologne non seulement un territoire vaste mais aussi facile à défendre. Elle adopta ainsi un tracé de détail pour la frontière qui passait par des éléments naturels aisément repérables sur le terrain, et défendables en cas d'attaque venue de l'est. Il s'agissait principalement de fleuves et de rivières. Si on examine la carte n°3, on voit que le tracé proposé suivait au nord la vallée du Niémen, qui à cet endroit est extrêmement encaissée et donc très difficile à franchir pour une armée. Plus au sud, le tracé suivait la rivière Svislotch et le Bug dans la région de Brest-Litovsk. Entre ces deux rivières, la ligne passait au milieu de l'épaisse forêt de Biéloviej. Tout cela pouvait être tenu par quelques pièces d'artillerie, surtout si la présence d'une bonne voie ferrée sur le sol polonais permettait l'acheminement rapide de troupes le long de la frontière. Mais malgré la proposition d'un tracé définitif par la sous-commission, et malgré son acceptation par le conseil des Quatre le 8 décembre 1919, tout ce travail vola en éclat avec le déclenchement de la guerre polono-russe. Quel fut le destin de cette frontière après 1919?

## 2.4. *Le destin de la ligne du 8-XII-1919*

### 2.4.1. Une nouvelle valse des frontières dans l'immédiat

La ligne du 8 décembre disparaissait avec le début de la guerre en 1920. La Pologne n'accepta pas les frontières qu'on lui proposa à l'est et souhaitait restaurer

---

21. Ibid., pages 10 et 15.

le territoire de la République de 1772. Au début de ce conflit régional, les lignes russes furent enfoncées et repoussées loin vers l'est ; les bolcheviks furent contraints de proposer une paix avantageuse à la Pologne, en lui donnant tous les territoires situés à l'ouest de la ligne Lénine-Tchitchérine-Trotsky, proposée par Moscou le 29 janvier 1920 (carte n°2). Proposition refusée par la Pologne ; la guerre se poursuivit. Mais après le mois de mai 1920, les Russes prirent le dessus : les armées polonaises reculèrent dangereusement vers Varsovie. Le chef de l'État, le maréchal Pilsudski, sentit la menace et envoya un émissaire aux Occidentaux, réunis à Spa, pour leur demander de jouer les intermédiaires dans une éventuelle négociation de paix avec la Russie : les Alliés proposèrent alors comme ligne de démarcation et de cessation des hostilités la ligne du 8 décembre. Les Polonais devaient s'y arrêter et les Russes devaient s'en éloigner d'une cinquantaine de kilomètres : c'est ce qu'on appela la ligne de Spa (carte n°2), proposée le 10 juillet 1920. Le lendemain, Lord Curzon, secrétaire au Foreign Office dans le gouvernement de Lloyd George, accepta de jouer le rôle d'intermédiaire. Il proposa un tracé légèrement différent de la ligne du 8 décembre 1919 au sud de Brest-Litovsk, en décidant de donner la Galicie orientale à l'Ukraine ; cette éventualité avait d'ailleurs été étudiée longuement par la sous-commission, qui avait envisagé un deuxième tracé sur le territoire ukrainien. C'est précisément cette deuxième possibilité, non retenue par la sous-commission, mais déjà déterminée avec précision, qui fut reprise par Lord Curzon ; entre les villes de Grodno et Brest-Litovsk, il ne changea rien aux propositions de la sous-commission.

La guerre polono-russe s'acheva le 18 mars 1921 par le traité de Riga après un sursaut des armées polonaises, au mois d'août 1920, qui permit à la Pologne de négocier la paix en position de force. Avec ce traité, elle prenait possession de toute la Biélorussie occidentale, et de Vilnius. Cette situation ne changea pas avant le 23 août 1939, où Hitler et Staline s'entendirent pour partager la Pologne, le long de la ligne Molotov-Ribbentrop : ce fut chose faite le 28 septembre 1939. On peut voir sur la carte n°2 que cette ligne laissait à la Russie la région de Bialistok et de Sokolka, que nous avons évoquée plus haut ; l'Allemagne s'empara de tout le reste de la Pologne et de la Lituanie. Cependant, certains termes du traité secret inclus dans le germano-soviétique furent modifiés peu après : l'Allemagne prit la région de Bialistok-Sokolka tandis que l'Union Soviétique annexa la Lituanie, gardant la région de Bialistok. C'est juste après cette annexion que Staline céda Vilnius et sa région à la Lituanie, le 10 octobre 1939. Cette nouvelle phase d'instabilité frontalière ne prit fin qu'en 1945.

#### 2.4.2. La fin du problème frontalier

Au début de la Deuxième Guerre Mondiale, la ligne du 8 décembre 1919 ne fut jamais évoquée en tant que telle par les Alliés, ni par les Soviétiques. On recommença à en parler dans les chancelleries dès 1942 et notamment à Moscou. Mais c'est à la Conférence de Téhéran, du 27 novembre au 2 décembre 1943, qu'on en parla à nouveau sérieusement comme d'une solide hypothèse de travail pour déterminer la future frontière occidentale de la Biélorussie soviétique, avec quelques modifications de détail. À partir de 1943, le sort des armes s'inversa et Staline, dans l'éventualité de plus en plus évidente d'une sensible progression de ses troupes en direction de Berlin, souhaitait protéger les arrières de ses troupes, très éloignées de leurs bases en Russie. Il redoutait de voir couper ses lignes de communication et de ravitaillement par d'éventuels mouvements de guérilla en Pologne. C'est pourquoi il endormit la traditionnelle animosité anti-russe des Polonais en leur accordant quelques concessions territoriales : il renonça définitivement aux régions de Bialistok et de Sokolka, qu'il considérait pourtant comme biélorussiennes auparavant. Pour le reste, le principe de la ligne du 8 décembre 1919 fut accepté pendant la Conférence de Moscou, du 9 au 22 octobre 1944 par le Comité de Libération Nationale de Lublin, gouvernement fantoche de la Pologne.

C'est à Yalta que le processus s'acheva. Le problème de la ligne Curzon y fut soulevé par Churchill, le 6 février 1945. Roosevelt pensait que c'était une bonne frontière. Et à cette occasion, Staline se contredit une nouvelle fois en affirmant qu'elle n'était pas juste du point de vue ethnographique, au moins sur le tronçon le biélorussien. Il pouvait se permettre un tel retournement dans la mesure où il était alors en position de force vis-à-vis de la Pologne ; il affirma que les régions de Bialistok et de Sokolka étaient peuplées de frères de sang. Mais il finit par accepter la ligne du 8 décembre 1919, avec des modifications de détail : elle fut repoussée de 5 à 8 kilomètres vers l'est dans certaines parties, et en direction de l'ouest à la hauteur de Grodno, certainement pour donner aux Soviétiques un important embranchement ferroviaire. Ce fut la frontière définitive, adoptée à la Conférence de Potsdam en juillet 1945, puis par la Conférence polono-soviétique du 19 septembre suivant. Elle ne connut après cela qu'une retouche au niveau de la forêt de Biélovej, au nord de Brest. Ce qui signifie que la frontière actuelle est à peu de choses près celle proposée par la sous-commission lors de la Conférence de la Paix en 1919. Cela implique naturellement que malgré des échanges de populations réalisées après la guerre, entre la Russie et la Pologne, cette frontière laisse en territoire polonais un nombre élevé de Biélorussiens, ainsi qu'un grand nombre de Polonais en Biélorussie.

## Conclusion

La ligne Curzon n'avait dès l'origine aucun rapport avec la géographie des nationalités. Un grand nombre de territoires peuplés d'une majorité de Biélorussiens et d'Ukrainiens furent donnés au nouvel État polonais ressuscité, qui avait disparu depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais peut-on pour autant condamner les membres de la sous-commission? Nous avons vu que les caractères géographiques et historiques de la région concernée étaient extrêmement complexes : les nationalités étaient mêlées en un imbroglio tel que toute frontière, aussi honnête fut-elle, devait nécessairement tailler dans le vif. L'histoire locale a mis en oeuvre des processus identitaires quelque peu déstabilisants pour des esprits occidentaux et pouvant susciter des erreurs d'appréciation : en Europe orientale, il existe traditionnellement une confusion entre appartenance religieuse et sentiment national. Une telle confusion, encore sensible dans les zones rurales de l'ouest de la Biélorussie par exemple, est le fruit d'un antagonisme ancien entre Pologne et Russie, et donc entre deux modèles identitaires imposés aux populations locales, basés l'un sur un catholicisme exclusif, l'autre sur l'appartenance à l'orthodoxie russe. C'est pourquoi les membres de la sous-commission confondirent souvent catholicisme et nationalité polonaise : beaucoup de Biélorussiens catholiques furent considérés comme des Polonais ; et c'est pour cette même raison qu'ils considérèrent hâtivement les Biélorussiens orthodoxes comme des Russes. Confusion d'autant plus inévitables que les interactions culturelles et les influences réciproques entre les divers groupes nationaux locaux étaient telles, qu'il était presque impossible de dire qui était qui : dire si tel dialecte de la région de Sokolka était plus polonais que biélorussien était un voeu pieux en 1919 ; et appeler le fondement linguistique de la nationalité au secours du fondement religieux ne faisait que compliquer les choses.

On aboutit ainsi très vite, dès le mois d'avril 1919 à une sorte d'impasse pour le peuple biélorussien. Celui-ci, en raison d'une très ancienne instabilité des frontières locales, ne disposait pas d'un territoire unique organisé autour d'un centre politique fort et fédérateur ; or on sait que ce sont là des conditions, certes insuffisantes, mais nécessaires à la différenciation d'un peuple vis-à-vis des peuples voisins, et à la prise de conscience collective de cette différence ; forts de la constatation que les Biélorussiens n'avaient pas de territoire en 1919, et peu disposés à leur reconnaître une identité, les membres de la sous-commission décidèrent de ne pas prendre ce peuple en considération. Un peuple qui n'a jamais eu de territoire n'existe pas. Ils abandonnèrent donc le principe des nationalités et de l'ethnographie et procédèrent en deux temps : pour faciliter leur travail, ils classèrent d'abord les populations locales en deux groupes, Polonais et Russes, afin de dégrossir leur terrain de recher-

che. Et dans un deuxième temps, ils décidèrent de laisser parler des impératifs politiques, stratégiques et économiques afin d'affiner le tracé obtenu. Mais celui-ci laissa en Pologne des centaines de milliers de Biélorussiens, qui constituent toujours aujourd'hui des îlots importants. De même, beaucoup de personnes vivant en Biélorussie occidentales continuent de se dire polonaises. Mais disons, à la décharge de la sous-commission, que la tâche n'était pas simple et que le résultat avait de très grandes chances d'être imparfait. Ce résultat a au moins le mérite d'exister et d'offrir depuis 1945, date à laquelle la ligne Curzon fut définitivement adoptée, une réelle stabilité territoriale à la Biélorussie, ce qu'elle n'avait pas connu depuis très longtemps.

Y. Richard  
Espace.Culture@paris4.sorbonne.fr  
Laboratoire "Espaces et Culture"  
Université de Paris IV

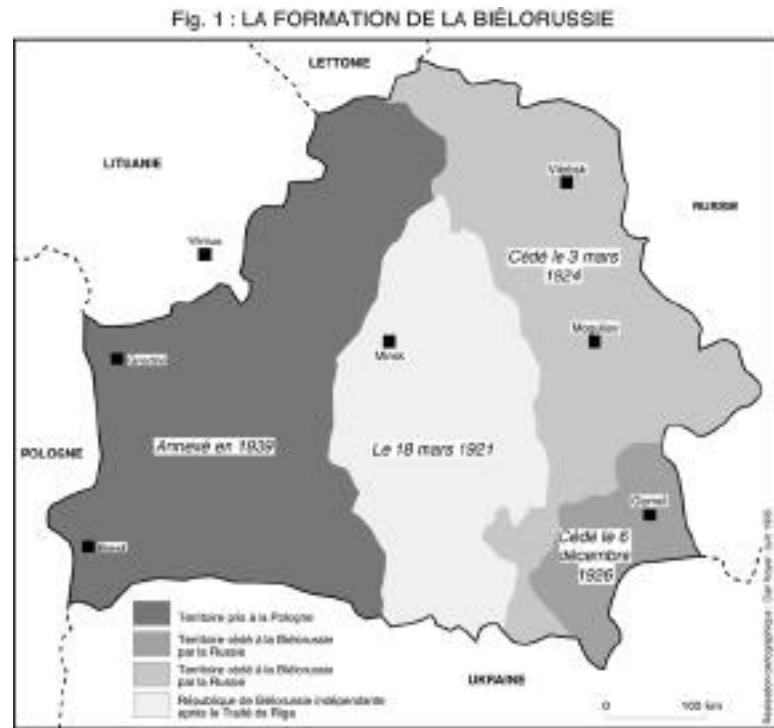


Fig. 2 : DES FRONTIÈRES  
LONGTEMPS INSTABLES

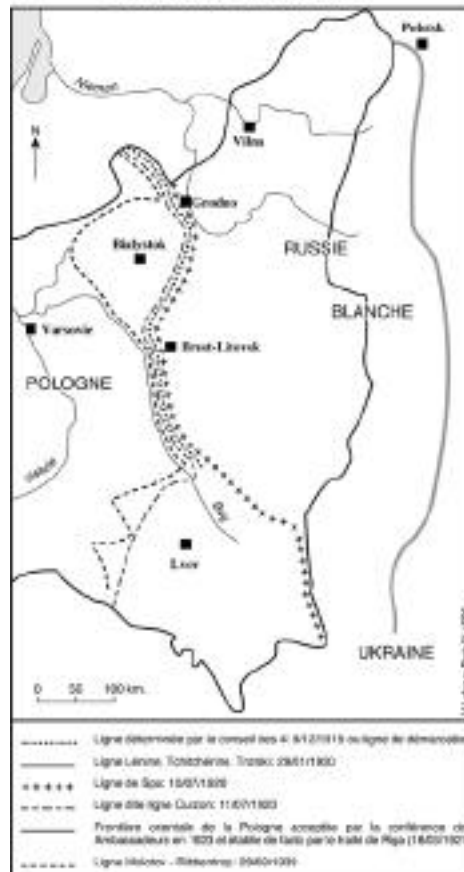


Fig. 3

